



# Lettre Flash PLP N°28

Vos élus Académiques des PLP du SE-UNSA :

Titulaire : Magloire HAZOUME : 06.76.25.82.17 [sourou\\_hazoume@yahoo.fr](mailto:sourou_hazoume@yahoo.fr)

Suppléante : Nicole SAUVAGE-BONNET

Siège : 17 rue Julia 13005 Marseille 04.91.61.52.06 [ac-aix-marseille@se-unsa.org](mailto:ac-aix-marseille@se-unsa.org)

Site acad : <http://sections.se-unsa.org/aix-marseille/> site national : [www.se-unsa.org](http://www.se-unsa.org)

## Interfédérale élargie à la communauté éducative « G25 » : action de novembre

Malgré les mobilisations d'ampleur de l'année scolaire dernière d'octobre à juin, la politique des suppressions de postes d'enseignants pour 2010 a été réaffirmée par Luc Chatel, nouveau ministre et porte parole du gouvernement, qui l'a replacée dans la politique « sarkozienne » du non remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

Dans l'immédiat, alors que les parlementaires vont voter ce budget 2010, il n'y a pas de perspectives d'infléchissement du gouvernement sur cette politique.

De plus, les 25 organisations du collectif, ont également pris acte du désaccord massif exprimé sur le terrain à la rentrée, sur le recours à la grève dans l'immédiat, compte tenu du contexte économique et social

Pour autant, les 25 organisations composant le collectif « un pays, une école, notre avenir » (<http://www.uneecole-votreavenir.org/>) entendent poursuivre l'action pour :

- faire entendre le désaccord profond de l'ensemble de la communauté éducative sur les suppressions d'emploi massives qui se répètent d'année en année
- faire connaître aux parlementaires et près de l'opinion publique, l'impact de ces suppressions d'emploi sur les conditions de travail des élèves et des enseignants
- mobiliser l'ensemble de la communauté éducative et l'opinion publique sur la dégradation organisée par le gouvernement de notre système éducatif et les menaces qui pèsent sur la réussite des jeunes avec une telle politique

Dans l'unité ces 25 organisations ont donc décidé d'agir et de faire agir l'ensemble de la communauté éducative sur les modalités suivantes :

- Une carte pétition de doléances sera mise sur le site du collectif à la mi novembre pour permettre aux enseignants, parents, étudiants, lycéens, et membres des associations de renvoyer au siège de la FCPE national leurs témoignages et doléances pour leur école ou établissement.
- le collectif au plan national adresse un courrier d'alerte aux parlementaires sur le budget.
- Le collectif « groupe des 25 » tiendra une conférence de presse la veille du débat budgétaire au sénat pour la diffusion des témoignages et doléances recueillies

Les organisations du collectif « un pays, une école, notre avenir » :

AFL - Cé - CEMEA - CRAP-Cahiers pédagogiques - EEDF - FAEN - FCPE - FEP-CFDT - FERC-CGT - FGPEP - FIDL - FOEVEN - Les FRANCAS - FSU - GFEN - ICEM-pédagogie Freinet - JPA - La Ligue de l'Enseignement - Fédération Léo Lagrange - OCCE - SGEN-CFDT - SUD Education - UNEF - UNL - UNSA Education

## Action du SE-UNSA :

Le SE-UNSA ne veut pas s'inscrire dans une grève basée sur une plate forme fourre tout qui aura pour effet de pointer négativement les enseignants aux yeux de l'opinion publique. C'est la raison pour laquelle nous n'appelons pas à la journée de grève du 24 novembre

En complément des modalités d'action décidées dans le groupe des 25, et compte tenu de la dégradation considérable des conditions de travail dans les écoles, collèges et lycées à cette rentrée, le SE-UNSA a décidé de donner le moyen aux enseignants de s'adresser directement aux parlementaires pour dénoncer le cache misère qu'est ce budget 2010. En effet, les sénateurs ne voteront le budget que le 8 décembre et les commissions paritaires mixtes parlementaires l'examineront dans les jours qui suivent.

Il s'agit aussi pour le SE-UNSA de respecter les attentes exprimées par nos collègues depuis la rentrée sur les modalités d'action à envisager dans l'immédiat. Dans le contexte actuel, le recours à la grève n'est pas l'action la plus appropriée et la plus efficace pour combattre cette politique gouvernementale.

Le SE-UNSA propose donc une action accessible à tous les personnels sans leur faire perdre une journée de salaire, tout en étant basée sur une plate forme claire, et étant ciblée vers des interlocuteurs précis.

A cette fin, tous les personnels pourront donc trouver une carte électronique dès le 18 novembre sur notre site [www.se-unsas.org](http://www.se-unsas.org), carte à envoyer par un clic simple aux parlementaires responsables du vote du budget :

- pour dénoncer notamment la baisse de 60% des crédits pédagogiques des écoles, l'annonce des 16 000 suppressions d'emplois alors que 23 000 élèves de plus sont attendus à la prochaine rentrée
- pour demander aux parlementaires d'agir et de modifier ce budget.

Le SE-UNSA fera connaître cette action à la presse par un communiqué que nous vous transmettrons.